

Les comptes prévisionnels par catégorie d'exploitations pour 2011 ⁽¹⁾

(Estimation au 20 novembre 2011)

Résumé	43
Grandes cultures : les conditions climatiques influencent les rendements, les prix restent élevés dans l'ensemble	46
Maraîchage et fleurs : la baisse tendancielle du revenu perdure.....	48
Viticulture : bonnes récoltes, conjoncture favorable sur les prix	49
Arboriculture fruitière : situation toujours difficile	50
Élevage bovin : situation difficile en bovins viande, embellie pour l'élevage laitier	51
Élevage ovin : la hausse des coûts de production pénalise le revenu ...	52
Élevage hors-sol : hausse des prix et des coûts de production	53
Disparités et évolutions à long terme du revenu	54
Annexes chiffrées	55

(1) Présenté par Maurice DESRIERS, secrétaire de la Commission des comptes de l'agriculture de la Nation, ce rapport a été préparé au Bureau des statistiques sur les productions et les comptabilités agricoles du SSP par Éliane LE REY.

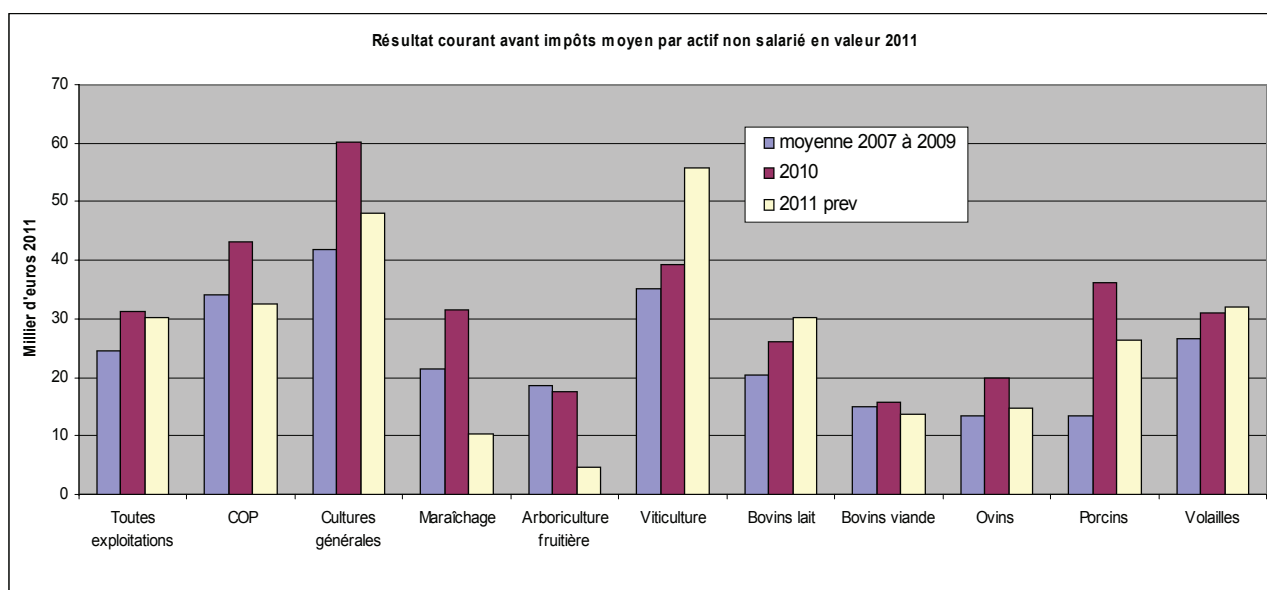
LES COMPTES PRÉVISIONNELS PAR CATÉGORIE D'EXPLOITATIONS POUR 2011

Remonté à 31 400 euros en 2010, le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié des moyennes et grandes exploitations se replie en 2011 à 30 200 euros. Calculé en moyenne sur les trois dernières années, le revenu moyen par actif non salarié de 2011 serait en hausse de 6 % par rapport à 2010, compte-tenu du fort redressement intervenu cette dernière année. Ce redressement tendanciel ne permet toutefois pas de retrouver le niveau moyen des années 2006 à 2008. L'année 2011 est marquée par la forte croissance des coûts de production, liée à la flambée des cours des matières premières de 2010 et à la hausse continue des prix des produits pétroliers depuis le milieu de l'année 2009. Cette hausse des coûts des consommations intermédiaires pèse sur le revenu de la plupart des exploitations. Les dépenses accrues en engrais conjuguées à la baisse des volumes produits entraîne le recul du RCAI des exploitations de grandes cultures. Dans le secteur de l'élevage, le coût de l'alimentation animale pénalise le revenu de la quasi-totalité des orientations. Mais elle est compensée par une évolution favorable des prix dans l'élevage bovin laitier et l'élevage avicole.

Dans les orientations végétales, c'est surtout l'évolution du coût des engrais qui a un impact négatif sur le revenu. Celle-ci s'est amorcée en début d'année 2010 mais produit son plein effet sur la campagne 2011. Elle se conjugue avec la poursuite de la reprise des achats en volume après la forte réduction intervenue en 2009. Dans l'ensemble, les prix des céréales, oléagineux et protéagineux se maintiennent aux niveaux élevés de 2010. La sécheresse printanière a pénalisé les rendements céréaliers, à l'exception du maïs. Dans ces conditions, le revenu des exploitations de grandes cultures se replie à 37 300 euros en 2011. Affectées par les conditions climatiques qui ont perturbé les calendriers de production et les conditions de commercialisation depuis le printemps 2011, les exploitations fruitières et maraîchères voient leur revenu diminuer significativement pour tomber respectivement à 4 700 et 10 400 euros par actif en moyenne. En cumul triennal, le revenu de l'ensemble des orientations végétales est orienté à la baisse en 2011. La situation est toutefois nettement plus favorable en grandes cultures (- 2,7 % par rapport à 2010) que dans les autres spécialisations.

Pour les exploitations d'élevage, la hausse du prix des aliments composés entraîne une forte augmentation des dépenses d'approvisionnement. A l'exception des bovins maigres, les productions animales affichent des prix en hausse. Le volume de la production de gros bovins est stable. Celui de la production ovine progresse légèrement. La situation demeure toutefois difficile pour les éleveurs de bovins viande et les éleveurs d'ovins compte tenu du poids des charges. Bien que soutenu par les nouvelles aides mises en place en 2010, leur revenu s'inscrit en net recul en 2011 (respectivement 13 700 euros et 14 700 euros). En revanche, la hausse de la collecte laitière dans un contexte favorable de hausse des prix du lait se traduit par l'augmentation de la valeur de la production qui compense celle des coûts des consommations intermédiaires. Le revenu des exploitations spécialisées en élevage laitier s'accroît en 2011 (30 300 euros) mais reste sur une tendance baissière de moyen terme (- 1,5 % par an en moyenne durant les cinq dernières années). Globalement, la valeur de la production des élevages hors sol progresse en 2011. Elle compense l'accroissement des charges et n'entraîne pas de baisse du revenu dans les exploitations avicoles. La situation des éleveurs porcins est plus difficile. Leur revenu (26 500 euros en 2011), affiche un net recul par rapport à 2010.

La situation des exploitations viticoles s'améliore en 2011. Le volume des vendanges est plus élevé qu'en 2010 et les prix de toutes les catégories de vins sont orientés à la hausse. Les charges d'approvisionnement varient peu dans l'ensemble. Le revenu des exploitations viticoles continuerait à se redresser dans l'ensemble. La tendance de moyen terme est toutefois très modérément haussière (+ 1,9 % par an en moyenne durant les cinq dernières années).



Méthodologie des comptes par catégorie d'exploitations

Les comptes par catégorie d'exploitations détaillent les comptes annuels de l'agriculture selon les principales orientations de production. Ils sont établis sur **le champ des exploitations agricoles métropolitaines considérées comme moyennes et grandes sur la base de la valeur de leur production brute standard (PBS)**. On considère qu'une exploitation est moyenne ou grande si sa PBS moyenne dépasse 25 000 euros. Par rapport au champ couvert par le compte national qui porte sur la « branche agriculture », sont donc exclues d'une part les entreprises de travaux agricoles (ETA) et les coopératives d'utilisation de matériel agricole (CUMA), d'autre part les exploitations des DOM et les petites exploitations (dont la PBS est inférieure à 25 000 euros).

Les comptes par catégorie d'exploitations ont pour objectif de mesurer l'impact de la conjoncture sur la formation du revenu dans les diverses catégories d'exploitations agricoles. Ils permettent également une première approche macro-économique des disparités de revenu entre orientations de production (OTEX).

Les résultats du RICA observés constituent la référence historique pour les évolutions du revenu agricole par catégorie d'exploitations. Pour l'année en cours les résultats du RICA ne sont pas disponibles. Il est donc nécessaire d'actualiser les résultats à l'année, ce qui revient à calculer un RICA prévisionnel pour le RICA, indicateur de l'évolution du revenu de l'année en cours.

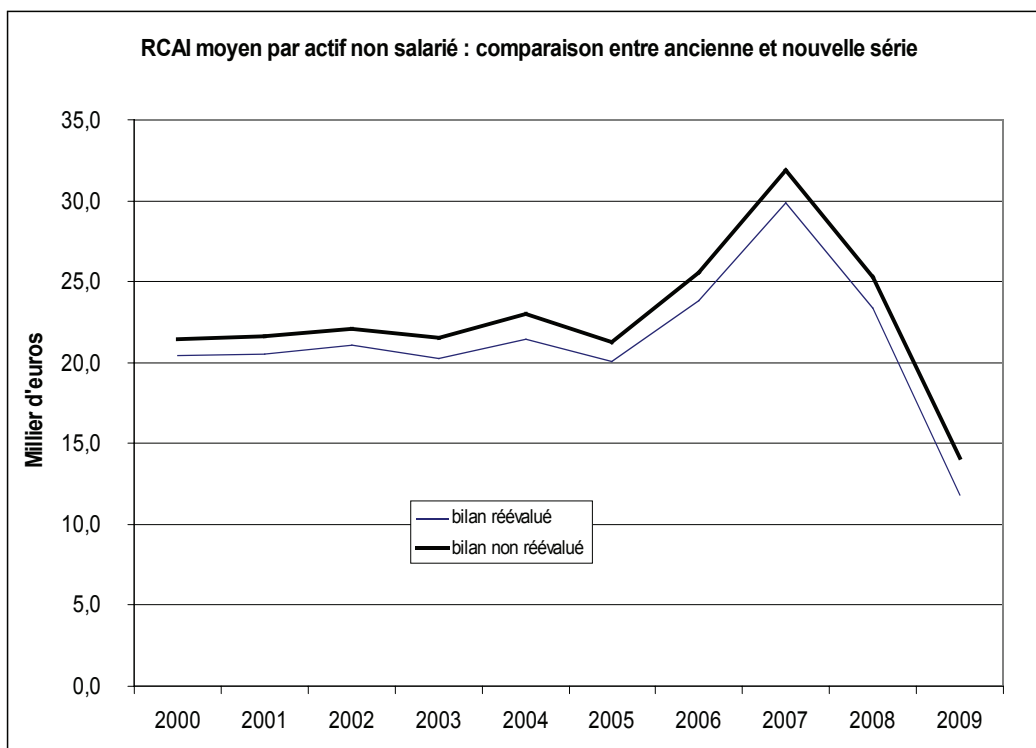
Le RICA suit les résultats de l'activité de production des entreprises agricoles. La notion de revenu d'entreprise retenue est le résultat courant avant impôts (RCAI). Il est mesuré par actif non salarié (Utans). Les exploitations agricoles dont les résultats sont présentés ici sont classées selon leur spécialisation (orientation technico-économique des exploitations – OTEX).

Le calcul d'actualisation des résultats du RICA à la dernière année est réalisé selon la même technique que les comptes prévisionnels, en utilisant les mêmes indicateurs conjoncturels que le compte national pour estimer les évolutions de chacune des composantes du RCAI. Ces indicateurs sont estimés au niveau de nomenclature le plus fin possible. Ils sont appliqués aux données individuelles du RICA de l'année précédente. Le RCAI prévisionnel est calculé au niveau de l'exploitation comme étant le solde des différentes composantes estimées au niveau fin. Les données agrégées par OTEX au niveau national sont calculées en appliquant les derniers coefficients d'extrapolation disponibles c'est à dire ceux de l'année n-1.

La révision des résultats liée à la nouvelle typologie des exploitations appliquée au RICA

A partir de l'exercice comptable 2010, les résultats du réseau d'information comptable agricole (RICA) sont présentés selon la nouvelle typologie des exploitations agricoles, en cohérence avec ceux du recensement agricole 2010. Cette évolution a nécessité une réropolation et un recalcul de l'ensemble des résultats comptables sur les années précédentes afin d'éviter des ruptures de séries. De plus, cette évolution, appliquée de manière homogène au niveau européen entre tous les états membres coïncide avec l'application d'une nouvelle convention comptable concernant le calcul des dotations aux amortissements.

Le RICA est une opération européenne et ses résultats peuvent être dépendants des taux d'inflation différents entre pays. Afin d'assurer une cohérence entre les données comptables annuelles relevées dans les exploitations et le calcul des dotations aux amortissements basés sur la valeur de l'actif, donc des investissements passés, une réévaluation des bilans était appliquée dans les États membres, y compris en France, selon des formules complexes. Cette procédure a été abandonnée au niveau européen. Les résultats du RICA français sont donc désormais calculés sans appliquer cette réévaluation des bilans. La conséquence mécanique de cette réforme est que la valeur des dotations aux amortissements s'en trouve diminuée et le résultat courant avant impôts (RCAI) augmenté d'autant. Cette procédure rend toutefois les résultats du RICA totalement cohérents avec les règles comptables appliquées en France par les centres comptables. Le graphique ci-après présente pour le RCAI par actif non salarié (toutes exploitations confondues) les écarts entre l'ancienne et la nouvelle série. En moyenne sur les années 2007 à 2009, l'écart est de l'ordre de 2 000 euros par actif.



Grandes cultures

Les conditions climatiques influencent les rendements, les prix restent élevés dans l'ensemble

Depuis 2006, le revenu des exploitations de grandes cultures est tributaire de la volatilité des prix des matières premières agricoles. Ceux-ci demeurent à des niveaux élevés en 2011, mais la sécheresse du printemps a pénalisé les rendements. De ce fait, après avoir atteint 43 200 euros par actif non salarié en 2010, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations spécialisées en céréales, oléagineux et protéagineux descend à 32 600 euros en 2011. En cumul sur les trois dernières années, il reste orienté à la baisse (- 5 % en 2011) compte tenu du niveau exceptionnellement élevé atteint en 2007. Pour les autres exploitations de grandes cultures, le revenu en cumul triennal progresse légèrement en 2011 (+ 1 %) du fait du niveau exceptionnel de 2010. Il s'inscrit en net retrait en 2011 : 48 000 euros par actif non salarié après 60 200 euros en 2010.

Les rendements de la plupart des céréales ont baissé du fait de la sécheresse du printemps 2011. Cette baisse associée à une réduction des soles de blé dur, d'orge et d'avoine a entraîné un recul de 3 % du volume global des récoltes par rapport à 2010. Les moissons de blé dur et d'avoine fléchissent respectivement de 24 % et de 22 %. Pour l'orge, la récolte se replie de 13 %. Les quantités de blé tendre reculent également (- 5 %), malgré une légère progression des surfaces. En revanche, la production de maïs, favorisée par la pluviométrie estivale, progresse de 10 % sur des superficies réduites.

Le volume de la production d'oléagineux s'accroît de 12 % par rapport à 2010. Les aires consacrées au colza et au tournesol augmentent. Favorisés par les pluies de juillet et août, les rendements sont en hausse. Dans ces conditions la récolte de colza progresse de 11 % en 2011, celle de tournesol de 18 %.

Après la forte extension suscitée, en 2010, par la mise en place de nouvelles aides, les superficies en protéagineux s'amenuisent nettement en 2011 (- 30 %). Le plafonnement en 2011 du financement de ces aides expliquerait en partie ce mouvement. En conséquence, les volumes produits chutent de 36 % par rapport aux niveaux très élevés de 2010. La récolte de pois décroche de 39 % dans un contexte de baisse des rendements. Celle de féveroles perd 31 % en dépit de bons rendements. Les tonnages de betteraves industrielles croissent de 22 % en 2011, après le repli de 2010. Sur une sole quasiment stable, les pluies estivales ont

permis une nette amélioration des rendements. Ceux des pommes de terres s'améliorent également. Les superficies consacrées à cette culture s'étendent. La récolte de pommes de terre progresse ainsi de 10 % par rapport à 2010, année de faible production.

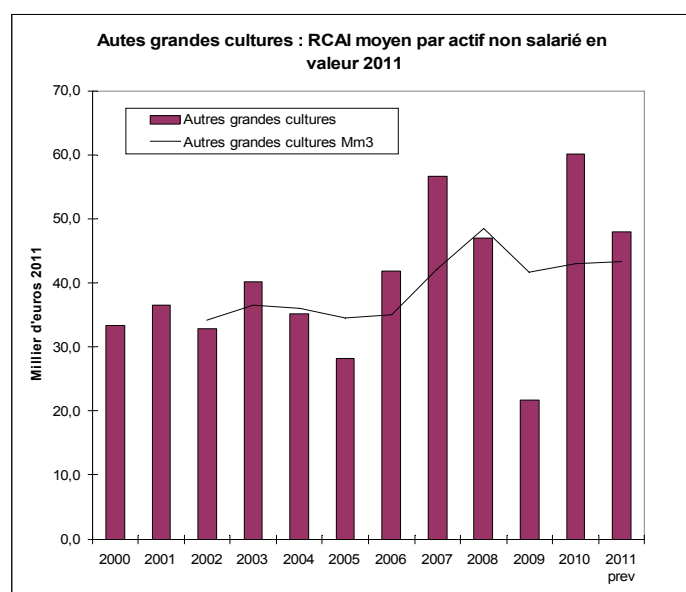
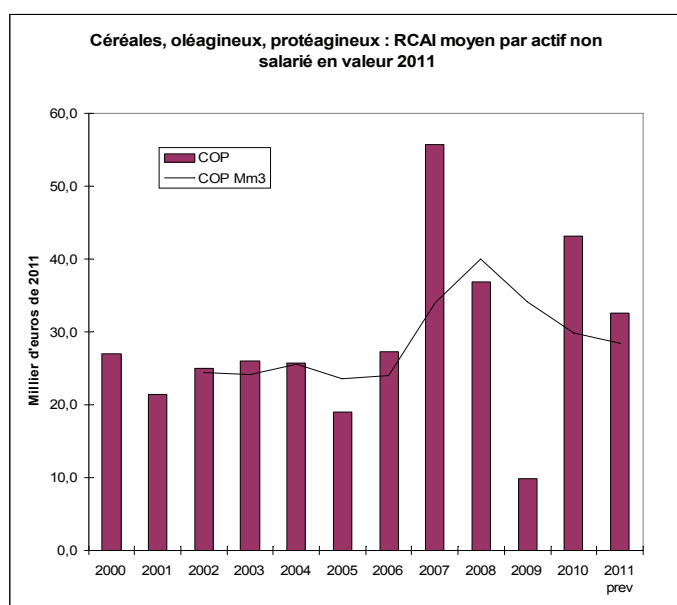
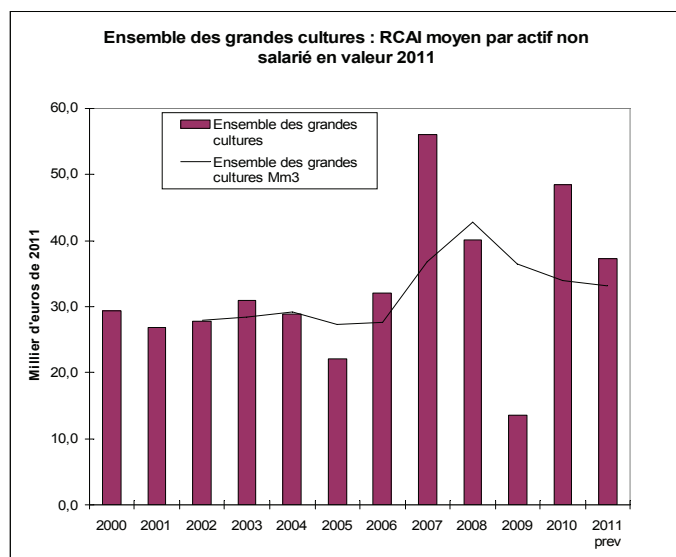
Globalement, les prix des céréales se stabilisent par rapport aux niveaux élevés de 2010. Compte-tenu des disponibilités mondiales plus importantes, les cours internationaux se détendent. Dans ce contexte les prix français du blé tendre se replient de 2 %. Les prix du maïs se réduisent de 8 % dans le sillage du recul des cours mondiaux, conséquence de l'offre plus abondante et de l'affaiblissement de la demande. En revanche, le recul de l'offre mondiale de blé dur et d'orge, induit par la baisse des récoltes européennes se répercute sur les cours internationaux et les prix français. Ces derniers affichent une forte hausse : + 30 % pour le blé dur, + 20 % pour l'orge.

Les prix des protéagineux progressent de 5 %, compte tenu de la bonne tenue de la demande européenne.

Ceux des oléagineux se maintiennent dans l'ensemble. Le prix du colza augmente de 5 %, la faiblesse de la récolte allemande ayant réduit l'offre européenne. A l'inverse, le prix du tournesol reflue de 10 % sous l'effet de l'abondance des récoltes européenne et ukrainienne.

Déjà en hausse en 2010, les prix de la betterave industrielle gagnent 9 % en 2011, malgré l'accroissement de l'offre. Par contre, ceux de la pomme de terre accusent un recul de 24 %, en liaison avec la hausse des disponibilités sur les marchés français et européen.

Les charges d'approvisionnement (engrais, produits de protection des cultures, semences, carburants et lubrifiants) augmentent globalement de 18 % en valeur. La hausse des prix des engrais, amorcée en début d'année 2010 a produit son plein effet sur la campagne 2011 (+ 17 %). Les achats en volume ont repris (+ 21 %) après la forte réduction intervenue en 2009. Les dépenses destinées aux engrais croissent ainsi de 42 % en valeur au cours de la campagne 2011. Le coût des carburants et lubrifiants s'alourdit en liaison avec la hausse des cours des produits pétroliers qui, malgré un recul marqué en mai 2011, se sont stabilisés à un niveau élevé. En revanche, les dépenses en semences et produits de protection des cultures évoluent peu (+ 1 % en valeur).



Maraîchage et fleurs

La baisse tendancielle du revenu perdue

La baisse tendancielle de 5 % par an depuis 2002 du résultat courant avant impôts (RCAI) moyen par actif non salarié des exploitations productrices de légumes et de fleurs se prolonge en 2011. En cumul sur les trois dernières années, le revenu des exploitations légumières recule de 16 % en 2011. Au sein de cette orientation, les situations conjoncturelles diffèrent selon les produits.

Globalement, le volume de la production de légumes progresse de 2% en 2011 mais les prix de l'ensemble des légumes se replient de 11 %.

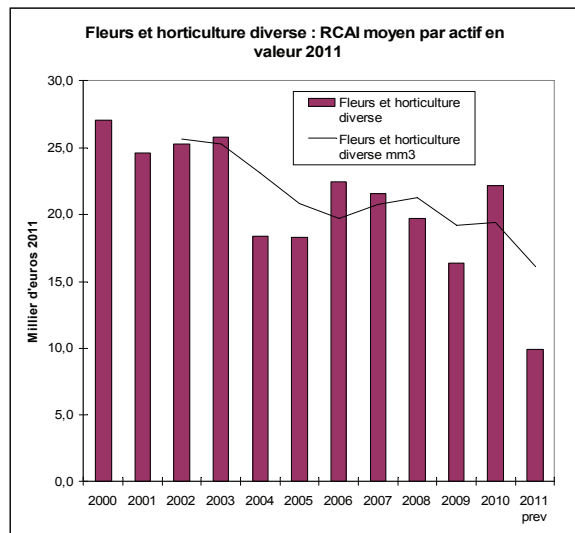
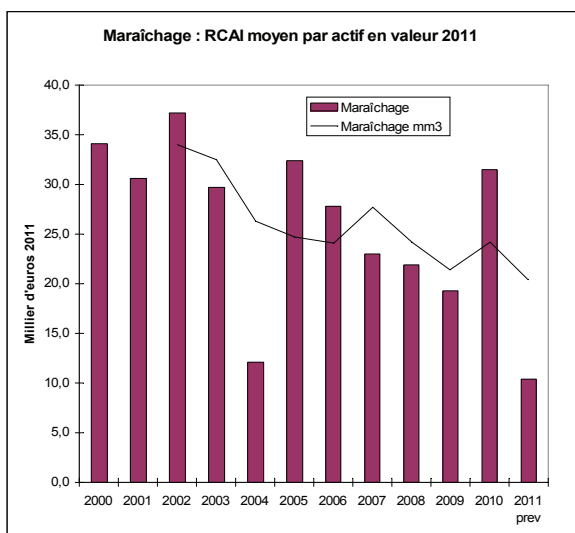
Les températures élevées du printemps ont été favorables aux récoltes et ont avancé les calendriers de production. Les mises sur le marché ont subi la concurrence des produits importés alors que la demande des consommateurs faiblissait du fait de la fraîcheur estivale. De plus, la crise liée à la bactérie E. Coli a affecté en début de campagne la commercialisation d'autres produits que le concombre. Dans ce contexte, la production en valeur de ce dernier chute de 25 %. La récolte de tomates augmente de 6 % sur des surfaces réduites, mais les prix perdent 14 %. A l'inverse, la production de melon est en retrait de 5 % du

fait du recul des superficies et de la baisse des rendements. Les prix s'améliorent en fin de campagne et augmentent de 12 % en moyenne sur l'année. Les légumes d'été à cuire bénéficient d'une demande soutenue, la carotte voit de ce fait son prix croître de 7 %.

La situation est peu favorable pour les légumes d'hiver. Malgré un recul de 5 % des volumes produits, les prix du chou-fleur et des poireaux chutent. La valeur de ces productions baissent de près de 20 %.

Les charges d'approvisionnement progressent globalement de 11 % en valeur. Cet accroissement des charges provient en grande partie des engrais dont les dépenses augmentent de 42 % en valeur. La hausse des prix de l'énergie pèse aussi sur les coûts, notamment pour les productions sous abri.

La hausse du coût des consommations intermédiaires alliée à la baisse de la production en valeur (- 9 %) explique le net repli du résultat courant avant impôts des exploitations maraîchères. Ce dernier, de 10 400 euros par actif non salarié se situe à son plus bas niveau depuis le début des années 2000.



Viticulture

Bonnes récoltes, conjoncture favorable sur les prix

En 2011, le volume total de la production de vins d'appellation d'origine protégée (AOP) augmente de 7 % par rapport à 2010. En particulier, les volumes de vins de champagne remontent de 24 % après deux années de faible niveau. Ceux des vins à indication géographique protégée (IGP) croissent de 16 % après la faible vendange de 2010. Les vins destinés à la fabrication de cognac affichent, quant à eux, une récolte en hausse de 6 %. La production des autres vins, comprenant notamment les vins sans indication géographique (VSI) et les volumes au dessus des plafonds d'appellation augmentent de 17 % par rapport à l'année précédente.

La relance des exportations françaises de vins (tant en AOP qu'en IGP) initiée en 2010 se poursuit en 2011, essentiellement du fait de la demande japonaise et chinoise. Pour toutes les catégories de vins, les disponibilités en début de campagne 2011/2012 auraient un niveau équivalent, voire plus faible, que le niveau moyen 2005-2010.

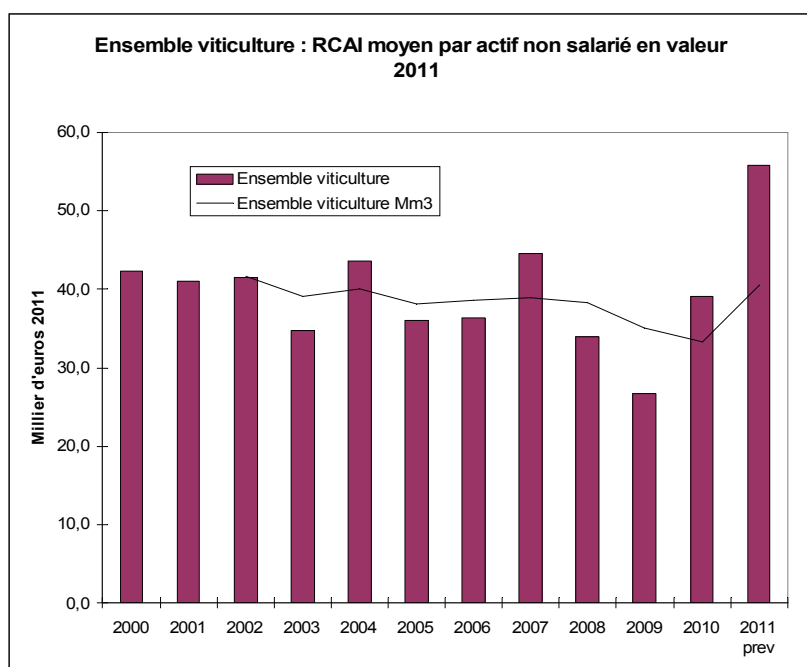
Dans ce contexte, les prix des vins s'amélioreraient sur l'ensemble de la campagne : + 3,5 % pour les vins de Champagne, + 2 % pour les autres catégories de vins (AOP hors champagne, IGP, VSI). Des disparités régionales apparaissent cependant. Les hausses de prix seraient plus accentuées en Bourgogne, Alsace et

Languedoc-Roussillon. Une exception, les Pays de la Loire où les prix reculeraient.

Les charges d'approvisionnement augmentent de 6 % en valeur, tirées à la hausse par la forte croissance des dépenses en engrais. Toutefois, la faible progression des dépenses en produits de protection des cultures (+ 1,5 %), poste prépondérant des charges, tempère la hausse du coût des consommations intermédiaires.

Très dépendant des volumes récoltés, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations viticoles progresserait en 2011 (+ 22 % par rapport à 2010 en cumul sur les trois dernières années), rompant avec la tendance baissière observée depuis 2007.

Compte tenu des concepts retenus, les évolutions annuelles du revenu des exploitations viticoles, très liées aux volumes des récoltes et aux prix de la campagne, ne retracent pas bien les tendances réelles en matière de trésorerie. Une analyse tendancielle montre que le RCAI de l'ensemble des exploitations spécialisées en viticulture a atteint en 2009 son plus bas niveau depuis 2000. Il se redresse ensuite jusqu'à 55 900 euros en 2011. En moyenne triennale, le revenu moyen (40 600 euros par actif non salarié) est équivalent à celui du début des années 2000. Il dépasse toujours nettement le revenu moyen de l'ensemble des exploitations (moyennes et grandes).



Arboriculture fruitière

Situation toujours difficile

La tendance baissière du résultat courant avant impôts (RCAI) des arboriculteurs fruitiers (- 10 % par an en moyenne depuis le début des années 2000) se prolonge en 2011. En cumul sur les trois dernières années, le revenu fléchit de 39 %. En effet, après le mieux observé en 2010, le RCAI par actif non salarié tombe à 4 700 euros, son plus bas niveau depuis 2000.

Globalement, le volume des récoltes progresse de 2 % mais les prix diminuent de 8 %.

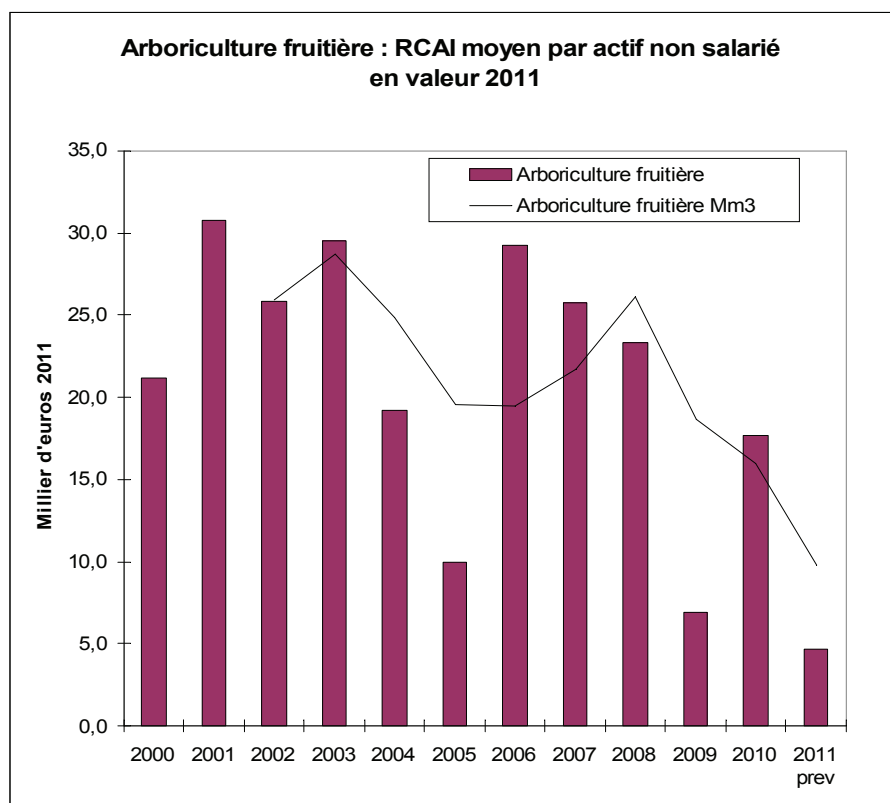
Les conditions climatiques ont eu un impact important sur la campagne 2011, affectant à la fois les calendriers de production et la demande. La fraise, concurrencée par la commercialisation précoce des fruits à noyau voit sa production baisser de 7 % en valeur, malgré le recul de la cueillette. Par ailleurs, la météo inhabituelle n'a pas favorisé la demande de fruits d'été. Les prix de la pêche et de l'abricot se replient de 8 % en dépit d'une récolte modeste. Contrairement aux autres espèces, les volumes de cerises augmentent de 6 %, ce qui compense la baisse marquée

des prix : le recul de la production en valeur est limité à 4 %.

La réduction des vergers de poires et de pommes se poursuit. Les récoltes dépassent toutefois les volumes de 2010. Ils augmentent respectivement de 7 % pour la poire et de 4 % pour la pomme. Mais les prix chutent (-19 % pour les poires et - 16 % pour les pommes). La conjoncture est meilleure pour les raisins de table. La cueillette s'accroît de 10 % et les prix de 20 %.

Les charges d'approvisionnement sont en hausse de 10 % en valeur, essentiellement du fait des engrais.

Ainsi, la hausse du coût des consommations intermédiaires, conjuguée au repli de la production en valeur (- 6 %) explique le net recul du revenu des arboriculteurs fruitiers. Celui-ci est, en 2011, de 60 % inférieur au revenu moyen par actif non salarié de toutes les moyennes et grandes exploitations confondues.



Élevage bovin

Situation difficile en bovins viande, embellie pour l'élevage laitier

En 2011, les effets positifs sur l'élevage d'herbivores des mesures mises en place en application du bilan santé de la PAC restent visibles. En cumul sur les trois dernières années, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations laitières progresse de 12 %, celui des exploitations spécialisées en bovins viande de 1 %. Toutefois, le revenu de ces dernières demeure inférieur à son niveau du début des années 2000.

Le volume de la production de veaux recule de 4 % en 2011. Celle de gros bovins se stabilise malgré une accélération des abattages au second semestre de 2011, conséquence des craintes de manque de fourrages face à la sécheresse.

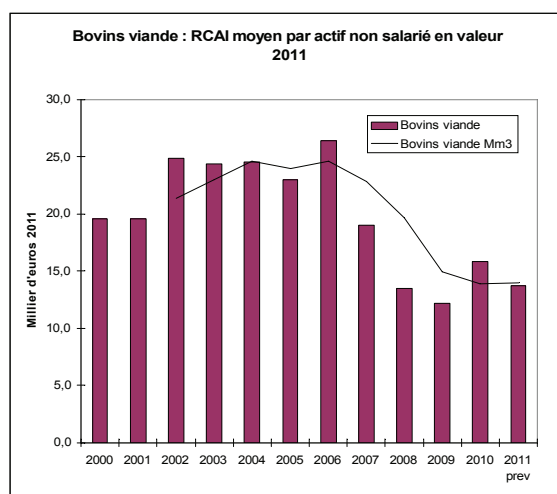
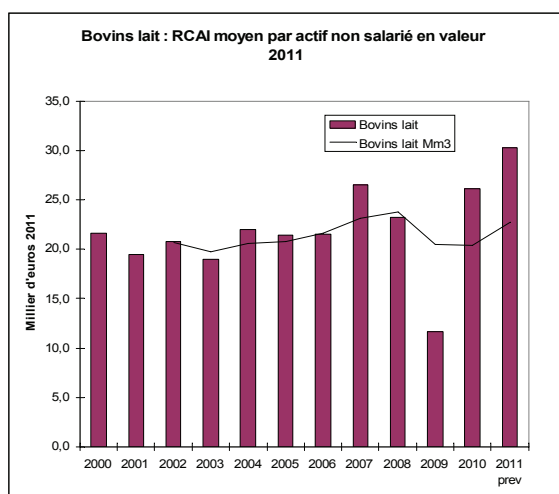
La reprise des prix du lait amorcée en avril 2010 s'est poursuivie en 2011. En moyenne sur l'année, le prix du lait de vache croît de 8 % en liaison avec l'augmentation des prix des produits laitiers industriels (beurres et poudres de lait). Dans ce cadre, la collecte laitière progresse de 4,5 %.

Les prix du veau sont en hausse de 6 %, poursuivant la remontée débutée en 2010. Globalement, les prix des gros bovins s'élèvent de 7 %. Les prix des animaux finis s'inscrivent en hausse de 9 % en raison de l'accroissement de la demande extérieure. En effet, certains pays du pourtour méditerranéen se tournent vers l'Union Européenne pour pallier la baisse de l'offre en provenance du Mercosur. Par contre, les prix des animaux maigres, malgré l'amélioration de la fin de l'année, se replient de

1 % en moyenne annuelle face à un marché frileux.

Les charges d'approvisionnement enregistrent une hausse sensible : + 14 % dans les exploitations laitières tout comme dans celles spécialisées en bovins viande. Cet accroissement des charges résulte de la hausse du coût de l'alimentation animale. En effet, la hausse des prix des céréales a provoqué, dès la fin de l'année 2010, une envolée des prix des aliments composés qui se répercute pleinement sur l'année 2011. Ceux destinés aux gros bovins augmentent ainsi de 16 %. Le surcroît d'achats d'aliments pour bovins pour faire face à la sécheresse du printemps a été très net au second trimestre mais s'est ralenti ensuite. En moyenne sur l'ensemble de l'année, le volume des achats a été stable, mais sans doute avec de fortes disparités régionales.

Sous le poids des charges, les exploitations spécialisées en bovins viande voient donc leur résultat courant avant impôts se replier en 2011. Retombé à 13 700 euros par actif non salarié (après 15 900 euros en 2010), le revenu des élevages bovins viande avoisine son niveau de 2008. Il est à peine supérieur à 50 % du revenu moyen de l'ensemble des exploitations (moyennes et grandes). La situation des exploitations laitières est plus favorable. Leur revenu continue à s'améliorer et atteint avec 30 300 euros par actif en 2011 son meilleur niveau depuis le début des années 2000. Il approche ainsi le revenu moyen toutes exploitations confondues.



Élevage ovin

La hausse des coûts de production pénalise le revenu

En cumul sur trois années, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations spécialisées en élevage ovin continue à progresser (+7 %). Mais après le net redressement intervenu en 2010 grâce aux mesures consécutives au bilan de santé de la PAC, il retombe à 14 700 euros par actif en 2011. Il se situe ainsi à un niveau très proche de celui du début des années 2000.

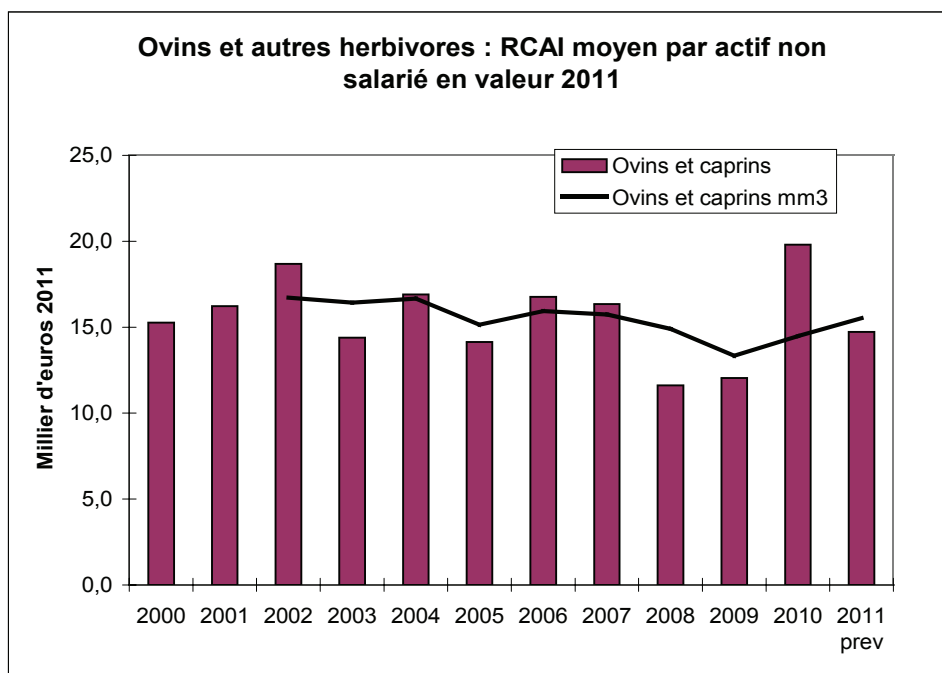
Le volume de la production ovine progresse de 2 % par rapport à 2010. Les achats en provenance d'Irlande et du Royaume-Uni reculent, ces pays ayant limité leurs exportations par manque de disponibilités intérieures. La Nouvelle-Zélande a réorienté ses ventes vers les marchés américains et asiatiques. De ce fait, les importations françaises venant de ces pays chutent. Dans ce contexte, malgré l'augmentation de la production intérieure, l'offre sur le marché national est réduite.

Les prix sont fermes en moyenne sur la campagne. Ils montent de 4 % par rapport à 2010 bien que la consommation de viande continue à diminuer.

Le coût de l'alimentation animale, en particulier des aliments composés, augmente fortement du fait de la hausse des prix des matières premières entrant dans leur composition. De ce fait, les charges d'approvisionnement progressent de façon notable en valeur (+17 %).

Cette hausse du coût des consommations intermédiaires explique le recul du revenu en 2011.

Malgré le net redressement de 2010, le revenu moyen par actif non salarié demeure très faible. Il est inférieur de 40 % au revenu moyen de l'ensemble des exploitations (moyennes et grandes).



Élevage hors sol

Hausse des prix et des coûts de production

En cumul sur les trois dernières années, le résultat courant avant impôts (RCAI) par actif non salarié des exploitations spécialisées en élevage hors sol progresse en 2011 : + 24 % pour les élevages porcins et + 10 % pour les élevages avicoles.

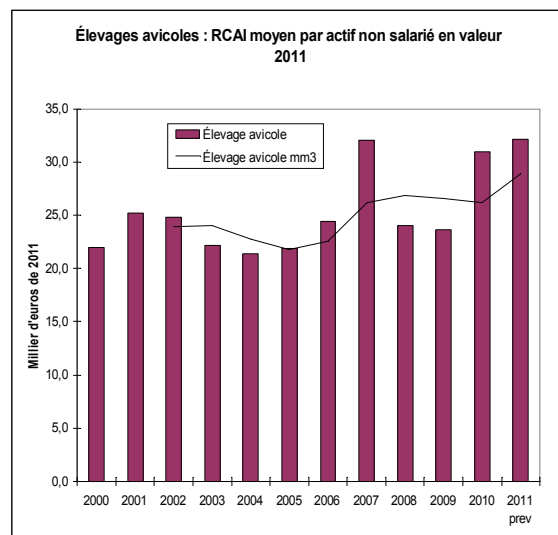
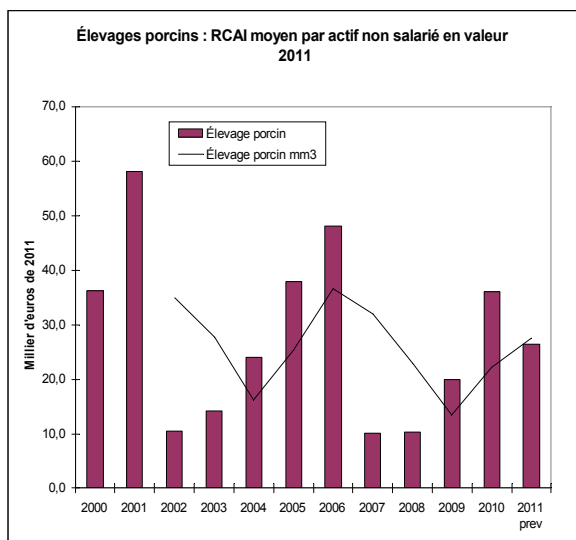
La valeur de la production porcine s'accroît sensiblement en 2011 après s'être stabilisée l'année précédente. Les volumes produits baissent légèrement. La demande extérieure soutient les marchés français et européens. Dans un contexte de hausse des cours, les prix du porc s'élèvent de 13 %.

Pour la volaille, la valeur de la production progresse de 15 %, essentiellement sous l'effet de la hausse des prix. L'augmentation globale du volume de la production résulte d'évolutions différenciées. Déjà en hausse l'année précédente, les abattages de poulets et de canards augmentent en 2011 (respectivement + 4 % et + 2 %). En revanche, les abattages de pintades se replient de 2 %. Les prix de l'ensemble des volailles croissent de 12 %. Cette hausse sensible traduit la répercussion de l'augmentation des coûts de production, notamment de l'alimentation animale, facilitée par la forte intégration de la filière.

Les mises en place de poulettes de ponte diminuent et le volume de la production d'œufs fléchit de 7 %. Ce recul pourrait être une conséquence de la directive de mise aux normes des cages de poules pondeuses à compter du 1er janvier 2012, certains éleveurs arrêtant ou réduisant leur activité pour ce faire. En réponse à la réduction de l'offre, les prix sont fermes et dépassent de 3 % leur niveau de 2010.

Le renchérissement du coût de l'alimentation animale pèse sur les charges d'approvisionnement qui s'accroissent de 22 % en valeur dans les élevages porcins et de 16 % dans les élevages avicoles.

En grande partie compensée par la hausse des prix de production, la forte hausse des charges n'a pas entraîné de baisse de revenu pour les exploitations avicoles. Celui-ci atteint 32 100 euros en moyenne par actif non salarié, son meilleur niveau depuis le début des années 2000. La situation des éleveurs porcins est moins favorable : leur revenu descend à 26 500 euros en 2011, valeur toutefois nettement supérieure aux bas niveaux de 2007 et 2008.



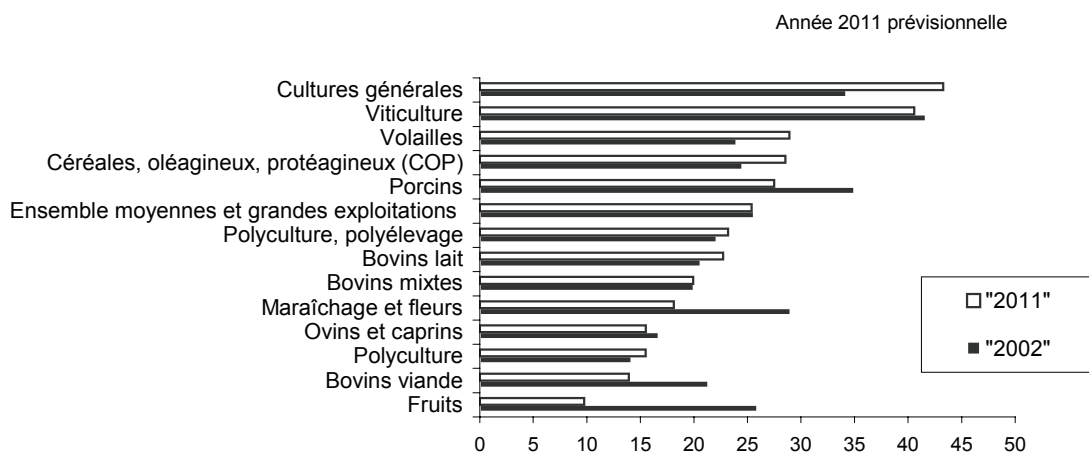
Disparités et évolutions à long terme du revenu

En 2011, le résultat courant avant impôts moyen par actif non salarié de l'ensemble des exploitations se situe au même niveau qu'au début des années 2000. Mais les situations sont variables selon les spécialisations. Les exploitations d'arboriculture fruitière enregistrent entre 2000 et 2011 une baisse sensible de leur revenu (- 10 % par an). Les exploitations maraîchères voient aussi leur revenu reculer (- 5 % par an). L'évolution est également orientée à la baisse pour les élevages de bovins viande, de porcins et d'ovins (respectivement - 5 %, - 3 % et - 1 % par an). Le revenu des exploitations viticoles est quasiment stable sur longue période. La situation est plus favorable pour les exploitations d'élevage allaitant qui bénéficient d'une légère hausse tendancielle (+ 1 % par an) et les exploitations de grandes cultures et d'élevage avicole (+ 2 % par an).

En conséquence, le revenu moyen de l'ensemble des moyennes et grandes exploitations qui était de 25 600 euros sur la période 2000-2002 est en termes réels de 25 400 euros en moyenne sur les trois dernières années. Les exploitations maraîchères qui avaient un revenu largement supérieur à celui de la moyenne des exploitations voient leur situation relative se dégrader : de 32 % supérieur à cette moyenne en 2000-2002 (soit 33 900 euros), il est maintenant de 20 300 euros (moyenne des années 2009 à 2011) soit inférieur de 20 %. Le revenu des exploitations fruitières qui avoisinait en 2000-2002 celui de l'ensemble des

exploitations chute à 9 800 euros en 2009-2011, soit 60 % en dessous de la moyenne. En élevage hors sol, la situation des exploitations avicoles s'améliore : leur revenu passe de 24 000 euros en 2000-2002 à 28 900 euros en 2009-2011, soit 14 % au dessus de la moyenne. Les exploitations porcines connaissent une situation inverse. Leur revenu qui dépassait la moyenne de 37 % (35 000 euros) au début des années 2000 se replie à 27 500 euros en 2009-2011, n'excédant plus la moyenne que de 8 %. Sur cette même période, le revenu des exploitations de grandes cultures, déjà 9 % au dessus de la moyenne (28 000 euros) la dépasse très largement (33 100 euros) grâce aux bons résultats de 2010. La situation des exploitations d'élevage herbivores est moins favorable. Le revenu des exploitations bovins viande est en moyenne sur les trois dernières années de 13 900 euros, soit 45 % en deçà du revenu moyen toutes exploitations confondues contre 17 % auparavant. Celui des exploitations laitières (22 700 euros) représente actuellement 89 % du revenu total moyen en légère augmentation par rapport à la période 2000-2002. Pour les exploitations ovines, la situation évolue peu : la différence par rapport à la moyenne passe de - 35 % à - 39 % (soit 16 700 euros sur la période 2000-2002 et 15 500 euros sur les trois dernières années). Les exploitations de viticulture constituent une exception. Leur revenu très au-dessus de la moyenne (+ 60 %) en 2000-2002 le demeure en 2009-2011 (40 600 euros).

Résultat courant avant impôts par actif non salarié en millier d'euros 2011



Annexes chiffrées

Tableau 1 : Évolution du résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en 2011

Tableau 2 : Résultat courant avant impôts agricole moyen par actif non salarié (RCAI par UTANS) selon les catégories d'exploitation

Tableau 3 : Résultat courant avant impôts agricole en termes réels (indices 2000 = 100)

Tableau 1 : Évolution du résultat courant avant impôts par actif non salarié selon les catégories d'exploitations (RCAI par UTANS)

	Résultat courant avant impôts par actif non salarié en valeur réelle selon les catégories d'exploitations								
	Valeurs annuelles moyennes en millier d'euros 2011				Évolution des moyennes triennales en % annuel			Valeurs triennales moyennes en millier d'euros 2011	
	2008	2009	2010	2011	"2011"/"2010"	"2011"/"2008"	"2011"/"2002"	"2002" (1)	"2011" (1)
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	26,0	14,5	31,4	30,2	5,9	-4,4	-0,1	25,6	25,4
Céréales, oléagineux, protéagineux	36,9	9,8	43,2	32,6	-4,7	-10,6	1,7	24,5	28,5
Cultures générales	47,0	21,7	60,2	48,0	0,8	-3,7	2,6	34,3	43,3
Ensemble grandes cultures	40,1	13,5	48,4	37,3	-2,7	-8,2	1,9	28,0	33,1
Légumes et champignons	21,8	19,2	31,4	10,4	-15,8	-5,6	-5,5	33,9	20,3
Fleurs et horticulture diverse	19,7	16,4	22,2	9,9	-16,7	-8,7	-5,0	25,6	16,2
Ensemble maraichage et horticulture	20,6	17,7	26,5	10,1	-16,1	-6,8	-5,1	29,0	18,1
Viticulture	34,0	26,7	39,2	55,9	21,9	1,9	-0,3	41,7	40,6
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	23,3	6,9	17,7	4,7	-38,9	-28,0	-10,3	25,9	9,8
Bovins lait	23,2	11,7	26,1	30,3	11,6	-1,5	1,1	20,6	22,7
Bovins viande	13,5	12,2	15,9	13,7	0,6	-10,8	-4,6	21,4	13,9
Bovins mixtes	20,6	11,2	23,5	25,1	8,0	-5,1	0,0	20,0	19,9
Ovins et caprins	11,6	12,0	19,8	14,7	7,1	1,4	-0,8	16,7	15,5
Porcins	10,3	19,9	36,1	26,5	24,4	6,4	-2,6	35,0	27,5
Volailles	24,0	23,7	31,0	32,1	10,3	2,5	2,1	24,0	28,9
Ensemble élevages hors sol	20,4	20,2	31,9	30,0	13,2	2,3	0,5	26,2	27,4
Polyculture, polyélevage	24,8	11,0	30,9	27,7	4,4	-4,9	0,5	22,1	23,2

(1) Moyenne triennale affectée à l'année indiquée ("2011" : moyenne des résultats 2009, 2010, 2011 affectée à 2011).
L'évolution "2011"/"2010" correspond à l'évolution entre les moyennes des années 2008 à 2010 ("2010") et 2009 à 2011 ("2011").

Source : SSP - Agreste - Rica et comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 2 : Résultat courant avant impôts agricole moyen par actif non salarié (RCAI par UTANS) selon les catégories d'exploitations

	Valeur moyenne par exploitation en millier d'euros courants											
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 prév
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	21,2	21,3	21,9	21,5	23,0	21,1	25,4	31,8	25,3	14,2	30,9	30,2
Céréales, oléagineux, protéagineux	22,2	18,0	21,5	22,8	22,9	17,3	25,3	52,9	35,9	9,6	42,5	32,6
Cultures générales	27,4	30,7	28,1	35,1	31,3	25,5	38,7	53,7	45,7	21,2	59,3	48,0
Ensemble grandes cultures	24,1	22,5	23,8	27,0	25,7	20,0	29,7	53,2	39,0	13,2	47,7	37,3
Légumes et champignons	28,0	25,6	31,8	25,9	10,7	29,3	25,6	21,8	21,2	18,8	31,0	10,4
Fleurs et horticulture diverse	22,2	20,7	21,6	22,6	16,3	16,6	20,8	20,4	19,1	16,0	21,8	9,9
Ensemble maraîchage et horticulture	24,5	22,7	25,8	23,9	14,2	21,7	22,6	21,0	20,0	17,3	26,1	10,1
Viticulture	34,8	34,4	35,6	30,4	38,8	32,6	33,6	42,3	33,1	26,1	38,6	55,9
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	17,4	25,8	22,1	25,8	17,1	9,0	27,1	24,5	22,7	6,8	17,4	4,7
Bovins lait	17,8	16,3	17,8	16,6	19,6	19,4	19,9	25,1	22,6	11,4	25,8	30,3
Bovins viande	16,1	16,4	21,3	21,3	21,8	20,8	24,4	18,1	13,1	11,9	15,6	13,7
Bovins mixtes	16,8	14,5	19,1	16,3	19,1	20,1	22,0	24,2	20,1	10,9	23,2	25,1
Ovins et caprins	12,5	13,6	16,0	12,6	15,0	12,8	15,5	15,5	11,3	11,8	19,5	14,7
Porcins	29,8	48,8	9,0	12,4	21,4	34,3	44,5	9,6	10,0	19,5	35,6	26,5
Volailles	18,0	21,1	21,3	19,3	19,0	19,9	22,6	30,4	23,3	23,1	30,5	32,1
Ensemble élevages hors sol	21,4	27,9	16,6	16,9	19,4	23,7	28,6	24,0	19,9	19,7	31,4	30,0
Polyculture, polyélevage	18,6	18,3	18,8	19,6	20,7	18,7	22,7	29,9	24,1	10,8	30,4	27,7

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations

Tableau 3 : Résultat courant avant impôts agricole par actif non salarié en termes réels (RCAI par UTANS) sur longue période selon les catégories d'exploitations

	Indices 2000 = 100											
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011 prév
Ensemble des moyennes et grandes exploitations	100,0	98,4	99,1	95,2	100,3	90,4	106,4	129,8	100,7	56,1	121,5	117,1
Céréales, oléagineux, protéagineux	100,0	79,5	92,9	96,6	95,3	70,7	101,2	206,6	136,5	36,4	159,8	120,8
Cultures générales	100,0	109,7	98,5	120,4	105,6	84,5	125,6	169,9	140,9	65,2	180,4	143,9
Ensemble grandes cultures	100,0	91,6	94,8	105,3	98,6	75,3	109,3	191,2	136,6	46,1	164,9	127,3
Légumes et champignons	100,0	89,8	109,1	87,0	35,5	94,9	81,4	67,4	64,1	56,5	92,3	30,4
Fleurs et horticulture diverse	100,0	91,1	93,4	95,5	67,9	67,7	83,1	79,6	72,8	60,6	81,9	36,8
Ensemble maraîchage et horticulture	100,0	90,9	100,7	91,8	53,6	80,4	82,0	74,1	68,9	59,1	88,9	34,0
Viticulture	100,0	97,0	98,1	82,1	103,1	85,1	85,8	105,2	80,3	63,0	92,5	131,9
Arboriculture fruitière et autres cultures permanentes	100,0	145,4	122,1	139,3	90,8	47,1	138,3	121,7	110,2	32,8	83,5	22,2
Bovins lait	100,0	90,0	96,0	87,6	101,7	98,9	99,4	122,4	107,3	54,0	120,7	140,1
Bovins viande	100,0	99,8	127,0	124,5	125,3	117,1	134,7	97,1	68,7	62,2	81,0	70,0
Bovins mixtes	100,0	84,3	108,6	91,0	104,9	108,3	116,3	124,5	100,8	54,7	114,8	122,5
Ovins et caprins	100,0	106,2	122,4	94,3	110,7	92,6	109,8	107,0	76,1	78,9	129,7	96,5
Porcins	100,0	160,5	28,8	39,3	66,3	104,4	132,9	27,8	28,4	55,0	99,6	73,0
Volailles	100,0	114,7	113,2	100,9	97,5	99,9	111,3	146,1	109,3	107,8	141,1	146,2
Ensemble élevages hors sol	100,0	127,6	74,3	74,2	83,7	100,4	118,7	96,9	78,4	77,5	122,2	115,2
Polyculture, polyélevage	100,0	96,6	97,3	99,4	103,2	91,4	108,6	139,6	109,7	48,7	136,6	122,8

Source : SSP, RICA et comptes nationaux par catégorie d'exploitations